

IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please refer to instructions on reverse side

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, NOIRCIER COMME CECI ■ LA OU LES CASES CORRESPONDANTES, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WICHEVER OPTION IS USED, SHADE BOX(ES) LIKE THIS ■, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer en bas du formulaire. / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form  
 Utilisez le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

## AKWEL

SA à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 21 392 832 €

Siège social : 975, route des Burgondes  
01410 CHAMPFROMIER  
RCS BOURG-EN-BRESSE 344 844 998

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**  
**Mercredi 29 mai 2019 à 11 heures**  
**COMBINED GENERAL MEETING**  
**WEDNESDAY MAY 29<sup>th</sup>, 2019 AT 11.00 A.M**  
**A/in CHAMPFROMIER (01410)**  
**975, route des Burgondes**

## CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ

FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant / Account :  
Nombre d'actions / Number of shares :  
Nominatif / Registered : Vote simple – Single vote  
Vote double – Double vote  
ou au Porteur / or Bearer :  
Nombre de voix / Number of voting rights :

### JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST

Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en notifiant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.

I vote Yes all the draft resolutions approved by the Executive Board EXCEPT those indicated by a shaded box – like this ■ for with I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés le Directoire, je vote en notifiant comme ceci ■ la case correspondante à mon choix.

On the draft resolution not approved by the Executive Board. I cast my vote by standing the box of my choice – like this ■.

<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>A</b>	<b>F</b>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>19</b>		<b>B</b>	<b>G</b>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>20</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>23</b>							<b>C</b>	<b>H</b>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
										<b>D</b>	<b>I</b>
										<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
										<b>E</b>	<b>J</b>
										<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Cf. au verso (2)

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING. See reverse (2)

### JE DONNE POUVOIR A :

Cf. au verso (4)

I HEREBY APPOINT  
See reverse (4)

M., Mme ou Mlle, Raison Sociale /  
Mr, Mrs or Miss, Corporate Name  
Adresse / Address

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valables que si elles sont directement enregistrées par votre teneur de comptes.  
CAUTION : If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

**Nom, Prénom et adresse de l'actionnaire** (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)  
**Surname, first name, address of the shareholder** (Change regarding this information have to be notified to relevant institution no change can be made using this proxy form. See reverse (1))

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée  
*In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting*  
 Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom  
*I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf*  
 Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre)  
*I abstain from voting (is equivalent to a vote NO)*  
 Je donne procuration (cf. au verso renvoi (4)) à M., Mme ou Mlle, Raison sociale ..... pour voter en mon nom  
*I appoint (see reverse (4)), Mr, Mrs or Miss, Corporate name ..... to vote on my behalf*

Date et Signature

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard sur 1ère convocation : le 27 mai 2019  
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest on 1st notification: on May, 27<sup>th</sup> 2019

A / to : MGI COUTIER – Direction Juridique : M. Benoit COUTIER – 975 Route des Burgondes 01410 CHAMPFROMIER

## CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<p><b>(1) GENERALITIES</b> This is the sole form unique prévu par l'article R. 225-76 du Code de Commerce. Quelle que soit l'option choisie, le signataire est prié d'inscrire, très exactement, dans la réserve à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse ; (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité. Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) Il doit mentionner son nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote. Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (Article R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce). Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (Article R. 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser, à la fois « Je vote par correspondance » et « Je donne pouvoir » (Article R. 225-81 Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.</p>	<p><b>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b> Article L. 225-106 du Code de Commerce (extraît). Lorsqu'il est nommé par le conseil d'administration ou le directeur général, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.</p> <p><b>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE</b> Article L. 225-106 du Code de Commerce (extraît). 1° Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix. 2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ; 1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation soumis aux dispositions du II de l'article L. 433-3 du code monétaire et financier dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient ; II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, la révocation, sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat. III - Le mandat ainsi que, le cas échéant, la révocation, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-107 afin de permettre de désigner, ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article. Ces consultations sont obligatoires lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71, l'assemblée générale doit nommer, au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la Société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71. Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.</p>	<p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ; 4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3. Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°. Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc. La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Article L. 225-106-2 du Code de Commerce "Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106, rend publique sa politique de vote. Elle peut, également rendre publique ses intentions de vote, sur les projets de résolutions, par l'intermédiaire de l'Institut Élis, à condition que ces intentions de vote soient conformes aux instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat."</p> <p>Article L. 225-106-3 du Code de Commerce "Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106-2 ou des dispositions de l'article L. 225-106-3. 2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire. Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 225-106-2."</p>
<p><b>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE</b> Article L.225-107 du Code de Commerce (extraît) : "Tout actionnaire peut voter, par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les réponses sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites. Après calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société à la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixés par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs." Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noircir la case "Je vote par correspondance" au recto. Dans ce cas, il vous est demandé : • Pour les projets de résolutions proposés ou agréés par l'Organe de Direction - soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne noircissant aucune case. - soit de voter "non" ou de vous "abstenir" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes. • Pour les projets de résolutions non agréées par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en noircissant la case correspondant à votre choix. • Pour les projets de résolutions nouvelles, portant sur des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles, portant sur des amendements aux résolutions présentées, de voter "oui", "non" ou "abstention" (pour le Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondant à votre choix.</p>	<p>Article L. 225-106-1 du Code de Commerce "Lorsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du I de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est tenu de désigner, par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien. Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit : 1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ; 2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de la société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ; elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de</p>	<p>1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ; 2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de la société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ; elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de</p>
<p><b>(1) GENERAL INFORMATION</b> This is the sole form pursuant to Article R. 225-76 du Code de Commerce. Whichever option is used, the signatory should write in their exact name and address in capital letters in the reserved area. (The modifications of these information must be addressed to the establishment concerned and cannot be made using this proxy form). If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda (Article R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce). The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy (Article R. 225-81 du Code de Commerce). Please do not use both "I vote by post" and "I hereby appoint" (Article R. 225-81 du Code de Commerce). The French version of this document governs; The English translation is for convenience only.</p>	<p><b>(3) PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING</b> Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract): In the case of any power of representation given by a shareholder without naming a proxy, the chairman of the meeting may, at his discretion, appoint a proxy to act in the name of the shareholder. The Directors of the Management Board, in the case may be, will vote against adopting any other draft resolutions to issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal. <b>(4) PROXY TO A MENTIONED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY)</b> Article L. 225-106 du Code de Commerce (extract): 1° A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner who he or she has entered into a civil union with. He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice ; 2° When the shares are admitted to trading on a regulated market ; 1° When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the paragraph II of Article L. 433-3 of the code monétaire et financier under the conditions provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Authority), included on a list issued by this authority subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association. A civil proxy may be used in these cases as well as the cases mentioned in paragraph I. III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the shareholders mentioned in Article L.225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article. Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L.225-23 or Article L.225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L.225-23 or Article L.225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."</p>	<p>1° Controls, within the meaning of article L.233-3, the company whose general meeting has to meet; 2° Is member of the management board, administration or supervisory board of the company concerned in the case of the meeting in question; 3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 233-3; 4° Is controlled or carries out one of the functions mentioned with the 2° or the 3° in a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of article L. 233-3. This information is also delivered when a family tie exists between the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4° above. When during the proxy, one of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. Failing by the latter to confirm explicitly the proxy, this one is null and void. The reason of the proxy is notified without delay by the proxy to the company. The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat décrees." Article L.225-106-2 du Code de Commerce "Any person who proceeds to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to receive proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the third and fourth subparagraphs of the article L. 225-106, shall release its voting policy. It can also release its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting. It exercises then, for any proxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions. The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat décrees." Article L.225-106-3 du Code de Commerce "The court can decide to deprive the proxy of its effect, if the company's head office falls under can, at the request of the institution which has issued the proxy, which cannot exceed three years, deprive the proxy of the right to take part in this capacity to any general meeting of the relevant company in the event of non-compliance with mandatory information provisions of article L. 225-106-2. The court can decide the proxy on request of the publication of this decision at the expenses of the proxy. The court can impose the same sanctions towards the proxy on request of the company in the event of non-compliance of the provisions of the article L. 225-106-2."</p>
<p><b>(2) POSTAL VOTING FORM</b> Article L.225-107 du Code de Commerce: "The shareholder may vote by postal voting form determined by Conseil d'Etat when using the electronic voting system. Only the forms received by the Company before the Meeting, within the time limit and conditions determined by Conseil d'Etat, are valid to calculate the quorum. The forms giving no voting direction or indicating abstention are deemed to vote "no". If you wish to use the postal voting form, you have to shade the box on the front of the document : "I vote by post". In such event, please comply with the following instructions : • For the resolutions proposed or agreed by the Board, you can : - either vote "yes" for all the resolutions by leaving the boxes blank, - or vote "no" or "abstention" (which is equivalent to vote "no") by shading boxes of your choice. • For the resolutions not agreed by the Board, you can vote resolution by resolution by shading the appropriate boxes. In case of amendments or new resolutions during the shareholder meeting, you are asked to amend or choose between three possibilities (Proxy to the Chairman of the general meeting, abstention or proxy to a mentioned person (individual or legal entity)). By shading the appropriate box.</p>	<p>Article L. 225-106-1 du Code de Commerce "When, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L. 225-106 I, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a civil union with, he or she is informed by the proxy of any event enabling him or her to measure the risk that the latter pursue an interest other than his or hers. This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:</p>	<p>1° When the shares are admitted to trading on a regulated market ; 2° When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the paragraph II of Article L. 433-3 of the code monétaire et financier under the conditions provided by the general regulation of the Autorité des marchés financiers (French Financial Markets Authority), included on a list issued by this authority subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association. A civil proxy may be used in these cases as well as the cases mentioned in paragraph I. III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with the shareholders mentioned in Article L.225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article. Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L.225-23 or Article L.225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L.225-23 or Article L.225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent."</p>
<p>If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by the provisions of Law No 78-17 of January 6, 1978 modified, especially about rights of access and alteration that can be exercised by interested parties nearby their custodian.</p>		